



# DE CURAÇAOSCHE COURANT.

Vol. V.]

Saturdag den 6<sup>den</sup> September, 1817.

[No. 36.]

## TRADUCTION. REGLEMENT

### SUR LE PORT DE CURAÇAO.

Art. 1.—On sera obligé sur chaque vaisseau ou bâtiment, incessamment après l'entrée du port de baisser le bout dehors de beaupré & bout dehors de clin foc, ainsi que de poser sur le pont la civadiere & fausse civadiere, ou bien de les amarrer au long du bâtiment, sous le beaupré, sous peine d'une amende de Trois Piastres.

Art. 2.—Personne ne pourra halier d'une place à l'autre aucun vaisseau ou bâtiment à l'insçu du Capitaine du Port, ni prendre une autre place, que celle qui lui sera indiquée par le susdit Capitaine du Port, sous peine de Cinq Piastres, sans compter la réparation de dommage, qui en puisse être occasionné.

Art. 3.—Tout vaisseau ou bâtiment étant en quai pour décharger, sera tenu aussitôt la décharge faite, d'en informer le Capitaine du Port afin qu'il lui puisse indiquer une place en conséquence de l'article 2;— sous peine d'une amende de Trois Piastres pour chaque jour qu'il reste en quai sans permission.

Art. 4.—Aucun vaisseau ou bâtiment, étant en quai ne pourra prendre dans son bord aucune charge à l'insçu du Capitaine du Port, sous peine de Dix Piastres.

Art. 5.—Il ne sera pas permis à aucun vaisseau ou bâtiment, qui se trouve dans ce port, de jeter dans l'eau du Lest ou quelque autre substance lourde & qui coule à fond, ni d'en jeter sur le quai, mais on le portera sur un des chantiers, ou à l'endroit indiqué pour cet effet par le Capitaine du Port; sous une peine de Cent Piastres.

Art. 6.—Pareillement, il ne sera pas permis à aucun vaisseau ou bâtiment, qui se trouve dans ce port, de jeter en mer des charognes ou bêtes mortes, en aucune manière, ni de les jeter sur le quai ou chantiers, ou de les y abandonner; mais au contraire, on sera obligé de les remorquer ou de les transporter hors du port, du côté du coulant sous peine de Cinquante Piastres.

Art. 7.—Aucun vaisseau ou bâtiment, qui se trouve dans ce port, ne pourra pas non plus bouillir ou mettre sur le feu dans son bord ou sur le quai de la poix ou du goudron; aussi, ne sera-t-il pas permis d'échauffer des vaisseaux ou des bâtiments dans un autre endroit que sur un des ateliers ou tout ceci devra faire, sous une peine de Vingt Cinq Piastres.

Art. 8.—Il ne sera pas permis à aucun vaisseau ou bâtiment, qui se trouve dans ce port, de décharger un canon ou un fusil, sous une peine de Vingt Cinq Piastres, si cela arrive pendant la journée; mais l'amende sera de Cent Piastres en tirant après que le soleil soit couché, ces amendes auront lieu en cas que l'on ait tiré sans boulet, mais avec boulet soit pendant la journée ou soit après le coucher du soleil l'amende sera alors d'une somme de Mille Piastres, n'étant pas exclus de cette défense les ba-

timents, qui sont pourvus d'une commission corsaire ou lettres de marque; il ne sera donc pas permis à aucun vaisseau ou bâtiment (à l'exception de vaisseaux de guerre) de faire des *salves* à moins qu'il en ait demandé & obtenu la permission du Gouverneur Général & qu'il en ait informé le Fiscal.

Art. 9.—Il ne sera pas permis à aucun vaisseau ou bâtiment d'avoir du feu ou d'en allumer le soir après le coup de canon, ni le matin avant le coup de canon, sous une peine de Vingt Cinq Piastres; l'on ne pourra pas non plus avoir une chandelle ou lampe allumée après le coup de canon du soir, qu'uniquelement dans la chambre du capitaine, ou bien dans une lanterne sur le pont sous la cabane ou kajute, sous peine de la même amende.

Art. 10.—En cas que quelque vaisseau ou bâtiment ait une pompe à feu on sera obligé de la tenir toujours dans un ordre convenable & elle sera portée sur le pont ainsi que les sceaux nécessaires, au coucher du soleil, sous une peine de Cinq Piastres.

Art. 11.—On sera obligé sur chaque vaisseau ou bâtiment, qui se trouve dans ce port, de tenir pendant la nuit depuis le coup de canon du soir, jusqu'à celui du matin, une garde convenable, la quelle consistera au moins de deux ou trois hommes, selon la force de l'équipage, et elle sera obligée, de répondre à la ronde du Capitaine du Port ou à quelque autre autorité compétante, pour marquer qu'elle est alerte & vigilante, sous peine de Dix Piastres, en cas que l'on ne tienne pas la garde, & de Trois Piastres lorsque en la tenant, elle n'aura pas répondu après avoir été appelée deux fois.

Art. 12.—Les capitaines ou maîtres de vaisseaux & en leur absence le second ou contre maître, sont responsables par ce règlement de tous les desordres ou tracasseries, qui puissent survenir à bord, & lorsque le Fiscal, le Capitaine du Port, ou quelque autre personne ou autorité compétante s'y rend pour y rétablir l'ordre, ils seront obligés d'indiquer le coupable, & de le livrer incessamment dans leurs mains sous peine d'une amende de Cinquante Piastres sans compter l'action que le Fiscal croira avoir le droit d'instituer.

Art. 13.—Aucun matelot ou marin, étant étranger & enrolé sous le rang de second, ne pourra pas rester à terre après le coucher du soleil, sans avoir pour cela une permission signée de son capitaine ou second, où il sera fait mention du jour auquel la susdite permission, aura été accordée, ainsi que du nom du bâtiment dans le quel il appartient; bien entendu, que cette permission ne lui sera accordée pour plus tard que jusqu'au coup de canon du soir, puisqu'il ne sera pas permis à aucun matelot ou marin du susdit rang de rester à terre après le coup de canon du soir, quand même il seroit muni de la susdite permission, & n'en étant point muni il ne pourra rester à terre que jusqu'au coucher du soleil, de sorte qu'étant trouvé à terre après le

coucher du soleil sans être muni de la permission, ou après le coup de canon, quand même il en seroit muni, il sera saisi & payera une amende de Trois Mois de son gage, outre les frais de sa détention, qui durera jusqu'à ce que l'amende et les frais seront payés.

Art. 14.—Les capitaines ou maîtres des trois bâtiments à voile quarrée, qui ont été les derniers à entrer dans ce port, y compris des hermaphrodites, seront obligés, aussi souvent qu'ils en seront requis, d'envoyer dans dix minutes y à l'entrée du port une chaloupe y avec un second ou quelque autre subalterne y & non pas moins de quatre hommes, afin que sous la direction du Capitaine du Port ils puissent donner du secours au bâtiments, qui entrent dans le port; en outre en cas de nécessité ils seront obligés de prêter des cables, grelins ou haussières, (selon l'exigence) dont ils seront indemnisés en cas de dommage y par le capitaine du vaisseau ou bâtiment, à l'aide duquel ces cables auront été employés, quelle indemnité sera taxée par le Capitaine du Port; et ceux qui n'observeront point exactement cet article encourront la suivante peine, savoir, Dix Piastres, en cas que la chaloupe ou le canot soit arrivée trop tard à l'entrée ci dessus marquée ou bien en cas qu'elle s'en soit éloignée croyant avoir fini sa tâche; Vingt Cinq Piastres, au défaut d'envoyer à l'endroit marqué la chaloupe ou canot équipé de la susdite manière, & finalement Cent Piastres en cas d'une négligence ou refus, à dessein fait, pour ne point prêter les cables, grelins ou haussières requis.

Art. 15.—Tous les vaisseaux ou bâtiments, qui se trouvent dans ce port, seront obligés, en cas d'une incendie, soit dans le port, soit sur un des chantiers, de prêter la main & de donner assistance & secours (selon leur pouvoir) d'hommes de sceaux, de crocs ou crochets, de haches, cables, & autres agrès ou instruments nécessaires & propres à l'extinction du feu, ou à couper & à touer ou remorquer des bâtiments, et tout cela sous la direction du Capitaine du Port, sous peine d'une amende de Cent Piastres, outre l'action que le Fiscal pourra avoir contre lui à l'égard de son opiniâtreté ou mauvaise volonté.

Art. 16.—Aucun capitaine ou maître de vaisseau, & en leur absence aucun officier subalterne, qui a le commandement, ne pourra faire travailler à bord de son bâtiment, y les dimanches & jours de fêtes sans en avoir obtenu la permission du Fiscal, sous peine de Vingt Cinq Piastres; cette permission lui sera néanmoins accordée en cas d'une nécessité urgente.

Art. 17.—Aucun capitaine ou maître d'un bâtiment étranger ne pourra congédier ou donner sa démission à aucune personne de son équipage sans en avoir informé auparavant le Fiscal, & il sera tenu d'agir en conséquence de l'arrêt émané à cet égard.

Art. 18.—Les capitaines, qui entrent dans ce port, seront obligés avant que de

descendre à terre, de remettre le paquet de lettres, ou les lettres particulieres, qu'ils auront apportées, au Visiteur, ou à son substitut, & le capitaine cachetera le paquet, s'il ne l'est pas, & les lettres particulieres & detachées seront mises toutes ensemble dans un Sac, qui sera pareillement cacheté, sous peine de Deux Reaux pour chaque lettre, qu'il n'aura pas remise de la maniere requise.

Art. 19.—Toutes les amendes arrêtées dans cette ordonnance, seront partagées de la maniere suivante, savoir; un tiers pour la caisse Coloniale, un tiers pour le Fiscal, & l'autre tiers pour le délateur.

Art. 20.—Cette ordonnance sera imprimée après qu'elle sera traduite en Anglais, Français, et Espagnol & des exemplaires en seront remis au Capitaine du Port dans ces quatre différentes langues afin qu'il en puisse donner un à chaque capitaine, ou maître de bâtiment qui se trouve dans ce port, ainsi qu'à ceux qui viendront ci après, à condition qu'ils payeront une somme fixée pour les frais de l'impression & le Capitaine du Port sera responsable du montant, ainsi qu'il sera fixé par un arrêt particulier.

Art. 21.—Les capitaines ou maîtres & en leurs absence ceux, qui commandent sous eux, seront obligés de reciter du moins une fois par mois ce règlement en présence de l'équipage afin qu'ils aient la connaissance de tout ce qui leur regarde.

Art. 22.—Au reste les capitaines ou maîtres ainsi que tout équipage auront à se comporter pareillement, en consequence de toutes les autres ordonnances réglemens & arrêts qui ont quelque rapport à eux à l'égard de tout ce qui ne sera pas incompatible avec les articles de la presente ordonnance, sous les peines & amendes, qui y sont fixées.

Art. 23.—Le conseil reserve au département de commerce & colonies le droit & autorité d'altérer, augmenter diminuer, ou entièrement annuler cette ordonnance, & d'agir de la maniere qu'il lui semblera convenable au bien-être & salut de cette colonie.

Ainsi arrêté par le Gouverneur Général & Conseil de Police à Curaçao le 15 de Juillet 1817.

(Etoit Signé) A. KIKKERT.  
(En dessous) (Etoit Signé) par ordre susdite W. PRINCE,  
Secretaris.

Fidelement traduit par moi,  
M. RICARDO,  
Int. du Gouvt. ad Int.

DE Vice Admiraal Gouverneur General en Raden van Policie van Curaçao en onderhorige Eilanden.

Allen den genen, die deze zullen zien ofte hooren lezen, salut! doen te weten:

Dat wÿ, uit hoofde van den slegten staat van 's Lands Financie nodig geoordeeld en goedgevonden en besloten hebben, om het volgende provisioneel vast te stellen, zo als het vast gesteld wordt by deze, om aanvang te nemen met den eersten der aanstaande maand September, en te continueren zo lang tot dat Zÿner Majesteit's welbehagen aangaande de definitive bepalingen omtrent de commercie op dit eiland zal zyn bekend gemaakt, of tot dat door hoogstdezelve hier tegen zal zyn gedisponeerd.

1. Dat van alle koloniale en Amerikaanse producten aangebragt in schepen of vaartuigen behorende tot die landen, waarvan die producten afkomstig zÿn, drie per cent inkomende regten zal worden betaald.

2. Dat Nederlandsche, schepen of vaartuigen, die niet direct naar een der havens van het Moederland gedestineerd zÿn, of niet direct van daar aankomen, niet zullen vry zÿn van inkomende of uitgaande regten, en dat dus van alle goederen, waaren en

koopmanschappen in dezelve van of naar vreemde landen en plaatsen, gelyk ook van of naar eenige der Nederlandsche kolonien aangebragt of uitgevoerd wordende, drie per cent inkomende en uitgaande regten zal worden betaald; met uitzondering nogthans dat by den uitvoer van Rum of Melasse en van meel geene andere of meerdere uitgaande regten zullen betaald worden, dan die reeds op den uitvoer in vreemde schepen of vaartuigen gesteld zÿn, en dat uitgevoerd wordende droge goederen en alle voortbrengzels van het Koningryk der Nederlanden zullen vry zÿn van uitgaande regten, gelyk reeds vastgesteld is.

3. Dat ingevolge § 2 geene andere Nederlandsche schepen of vaartuigen van inkomende en uitgaande regten zullen vry zÿn, dan die welke direct naar een der havens van het Moederland gedestineerd zÿn, of direct van daar zullen aankomen.

4. Dat des Raads besluit van den 12den Maart dezes jaars No. 1. waarvan op dien zelfden dag publicatie gedaan is, met uitzondering nogthans van § 1. & 2. daarvan, dewelke door het geen hiervoren vastgesteld is, ingetrokken en buiten effect gesteld worden, overigens in volle kracht en waarde blijft.

Aldus gearresteerd in de Raads vergadering gehouden op het Gouvernemenst Huis binnen het Fort Amsterdam op Curaçao den 19den Augustus 1817, het vierde jaar zÿner Majesteits regering.

Gouverneur Generaal en Raden voornoemd.

(was getekend) A. KIKKERT.

Ter ordonnantie van dezelve,  
(was getd.) W. PRINCE, Secretaris.

Gepubliceerd binnen het Fort Amsterdam en in Willemstad den 26sten daaropvolgende.

(was getd.) W. PRINCE, Secretaris.

Secretary van den Raad van Policie op Curaçao den 1sten Sept. 1817.

DE Commissie uit den Edelen Achtbaren Raad van Policie dezes Eilands tot het aanhooren der bezwaren, welke de belasting schuldigen aan het Hoofd en Familie Geld mogten hebben intebrenge, zal op aanstaande Maandag den 5sten September van des s'morgens te tien uren tot des smiddags te twaalf uren zitting houden, in de Raad Zaal op het Gouvernements Huis binnen het Fort Amsterdam.

De Secretaris van den Raad voornoemd.  
W. PRINCE.

Curaçao den 5den September 1817.  
ADVERTISSEMENT.

DE ondergeteekende verzoekt allen de geener welken Patenten en Hoofd en Familie Gelden verschuldigt zÿn, dezelve zonder uitstel in de loop dezer maand te komen afbetaalen; als meede de geenen die met de intree aan de een per Cent. Kaapvaards Kassa agterstallig zÿn, dezelve te komen voldoen tot den 30sten Juny II., zullende hy anders in de onaangename noodzakelykheid zÿn, om hun volgens de wet daartoe te dwingen.

MATTHIAS SCHOTBORGH,  
Ontvanger Generaal.

Fiscaals's Kantoor, 5den Sept. 1817.

DE ondergeteekende als daar toe door den Weledelen Achtbaren Raad behoorlyk gequalificeerd, doet by deze alle Broodbakkers te kennen geven, en ordonneren, dat de Brooden voor deze en volgende week te bakken het gewigt moeten houden als—

De Fransche Broden 13, en  
De Ronde Broden 14 oncen,  
Op pæne als by publicatie is gestatueerd.  
Per order van den Raad Fiscaal.  
P. HOICHE Eerste Klerk.

Curaçao 3d Sept. 1817.

ALL persons are hereby cautioned not to credit any of the Crew of the Danish brig Fox, as no debts of their contracting will be paid by  
JOHN MOREHOUSE, Capt.

Curaçao, August 29, 1817.

PERSON or persons are cautioned not to credit the Crew of the American brig Argo, as no debts will be paid of their contracting by their commander  
J. H. DILL.

CURACAO.

Vaartuigen in en uitgeklaart zederd onzelaatste

INGEKLAARD—AUGUSTUS.

29. golet Juliana, Leon, Carthagena  
— St. Theresa, Riera, Coro  
30. — Drie Gebroeders, Fyns, St. Domingo  
SEPTEMBER.

1. bark Leonora, Danies, Spaansche kust  
golet Prentice Boy, Holl, New York  
2. — John, Pieters, Rio de la Hache  
— Prins, Dewindt, Aruba

UITGEKLAARD—AUGUSTUS.

30. golet De Goede Hoop, Naar, Maracaybo  
— Franco de Paula, Orta, Sp. kust  
SEPTEMBER.

1. — Alexandria Coelman, Aruba  
— Jan Hendrik, Danies, Spaansche kust  
bark Toevallig, Frolig, Aruba  
2. golet De Goede Hoop, Naar, Arica  
— Betsey, Turner, Boston  
4. — St. Theresa, Riera, Coro  
bark Vrouw Helena, Pieters, Sp. kust  
5. golet De Goede Hoop, Eltino, ditto

Bolivar en de admiraal Brion zegt men, hebben gestrenge orders afgegeven, dat geene hunner kruissers, onder eenig voorwendsel in eenige haven of baay van het eiland St. Domingo zullen inkomen. Zy hebben tevens schikkingen gemaakt, om de kapers de Jupiter, Constantia en Arismida te Margarita op te zenden, als zynde deze beschuldigd van eenige zeeroveryen gepleegd te hebben.

Zuid Amerikaanse Koophandel.—Het belang van den handel der Zuid Amerikaanse provincien, zouden zy geheellyk hunne onafhankelykheid verkrygen, schynt door de Engelsche papieren hoog geschat te zÿn. Het wordt door enigen hunner genoegzaam wenschelyk beschouwd, de tusschenkomst van Groot Britanje ter zyde der patriotten, zelfs in het opofferen van alle vriendelyke betrekkingen, te verzerken.—Indien de waardy van de Zuid Amerikaanse handel voor de Engelsen van een bezwaarlyk te bepalene grootheid is, hoe gewigtiger zoude derzelve gevolgen met betrekking tot de verenigde staten zÿn! Hoe wenschelyker zoude voor ons de voltooying dier grote gebeurtenis zÿn, welke derzelve gunsten en voordeelen byzonderlyker met onze natie zoude deelen.

De London Star, wil het stand houden, en wensde de voordelen en toeloften door Groot Britanje bezeten aanmerkende, zegt het volgende "wat de handel betreft welke aan dit land met Zuid Amerika zeker zoude kunnen zÿn, zÿn wy altyd van gevoelen geweest, dat derzelve waardy van een bezwaarlyk te bepalene grootheid is. En wy in veele gelegenheden ons gevoelen onbewimpeld geniet, dat wy geen dankbaarheid aan Spanje schuldig zÿn. Spanje hielp in onze Noord Amerikaanse kolonien van ons te wringen; van de Verenigde Staten bereikte de vlam van oproer Frankryk, dit bereikte Zuid Amerika door de omdrayngen der wiel. Britanje lokte en moedigde de Zuid Amerikanen om hun van de heerschappyyen van het moederland te scheiden; maar ten laatste versloeg zy Bonaparte! Deze zelfde man zond in zÿn diepe staatkunde de beminde Ferdinand te rug, en wy zulke gekken geweest van te doen, wat hy begeerde dat wy doen zouden—om onze pogingen tot de vrystelling van Zuid Amerika te doen ophouden, en beroofde ons dus van de middelen welke wy bezaten, om de voorspoeden onzer handel te herstellen. Ellendige verdwaling en zottery, om zulke voordelen ter begunstiging van de beminde Ferdinand opteofferen. Zoude Spanje dus gedaan hebben? Zie naar de Amerikaanse oorlog. Wat natie op earde buiten ons zoude zulks gedaan hebben.—Balt. Patriot.

JAMAICA.

12 July.—De Esk lag eenige dagen geleden te Carthagena, doch konde geenige berigten erlangen wegens de strydende partyen in Zuid Amerika; De gestrengste stilzwygenheid werd ten dezen opzichte in acht genomen, en het is blykbaar dat ieder gesprek over de zaken der koningsgezinden, of der independenten verboden is. De troepen in boven genoemde stad in bezetting zÿn inderdaad schoone lieden, wel gedisciplineerd en uitergest.

Te lywaards van Grenada, werd omtrent tien dagen geleden, de Tobago aan boord gekomen door een kaper schooner, gecommandeerd door kapitein Brion, (acht andere vaartuigen waren by hem.) Aan boord van dezelve waren een groot aantal vrouwen en kinderen, en het kwam den kapitein Christopherson voor, dat er eene inscheping had plaats gehad, uit eenige havens die laatstelyk in de bezitting

an de independenten was geweest, daar het grootste gedeelte van het volk aan hoord in een zeer neerslachtige en verwarde toestand scheen.

Zyne Excellentie Lord Cambermare is te Barbados den 3den Juny aang komen, lande dien dag, en werd als Gouverneur den volgenden dag beëdigd.

Vyf brood bakkers wierden gisteren voor de magistraat gebracht, met een menigte brood door hen te koop gesteld, en te ligt naar het gewigt door de Assizes vastgesteld. In hunne verdediging hielden zy staande, zy geen meel konden koopen tot eene prys die genoegzaam laag was, om 15 oncen tot een brood van zeven pence en een half te geven. Zy werden veroordeeld ieder 10 £ te betalen.

*De Amerikaansche Vlag*—Na den 4den Juny, zal de Amerikaansche Nationale vlag bestaan uit Dertien streepen en Twintig sterren. Dit getal zal byven bestaan tot dat andere nieuwe staten toegelaten worden; als wanneer eene star zal toegevoegd worden. De dertien streepen zullen blijven. Er zyn nu twintig staten in de Amerikaansche unie.

The Editor of this paper has received from his Correspondent in Caracas the following letter, giving a circumstantial and interesting detail of the military operations of the Royalists on the Main. It must, however, be premised, that notwithstanding the advantages said to have been gained by general Morillo at Margarita, that island still remains in possession of the Patriots. Indeed it is currently reported here, that before general Morillo evacuated it, a whole regiment of the troops lately arrived from Spain, had joined the Independent standard. The official letter of general Morillo was given in last number.

Caracas, 14th August, 1817.

Dear Sir,

Some days ago I received your Gazette of the 9th inst. and observing on the perusal thereof how much you are mistaken with regard to the military operations in these provinces and the island of Margarita, I beg leave to give you a short, but correct description of the actual state of things, whereof you may make use in your weekly publication, without, however, mentioning my name, for, as it is my intention to write to you impartially and unreserved, the source from whence the information comes is of no importance to your readers.

The inclosed Gazette of the 13th instant contains an official letter of general Morillo dated headquarters Pampatar 25th July, this letter already disproves the defeat, which you stated he had met with on landing in the Island of Margarita. On the Punto de Arenas, where he effected the landing, he met with a strong resistance, he killed about 300 patriots, wounded many, but of prisoners no amount is given; therefore, I suspect that none were made—On the part of the Spaniards 2 officers were killed, and 10 wounded; 12 rank and file killed, and 167 wounded.

Pampatar, the strongest place in the island, was abandoned by the patriots in the night, consequently the taking possession of it was not attended with any loss on either side.

The fort of Portlamer was defended by the governor of the Island Gomez, (Arismendi's brother in law) who was killed in the action, as also colonel Tineo (a native of the island); the loss of those two men enraged the populace to such a degree, as to determine them to revenge themselves on the unfortunate Spanish officers who were made prisoners at Guarupano; this outrage put an end to all capitulations on both sides, and the war of death became the order of the day.

On the 28th ult. all the women and children were sent out of the town of Ascencion; but general Morillo obliged them to return.

On the 2d August, about 500 men, cavalry, and as many infantry came out of Ascencion, to give battle to colonel Aidama, who was besieging them; the latter made a faint retreat, so as to get them at some distance; he succeeded in surrounding the cavalry, and only a few of them effected their escape; all the rest were killed. The cavalry was mounted on horses and mules.

Two fine brass canons (probably field pieces) were taken from the infantry on the same occasion, by some grenadiers of the regiment of Barbastro.

The loss of the patriots in this action is stated to be about 600. The Spanish troops had about 50 men killed and 80 wounded.

Letters from Cumana, state that on the 8th inst. the Manzaniillas were taken by storm, by Aidama's division, and that no lives were saved there of neither sex nor age; every living being was put to the sword. The same division stormed Barcelona.

Of this action no official account has yet reached this government, but of this I am not surprised, knowing the commander in chief to be very laconic and sparing in his official dispatches; he probably intends to give a full account of the proceedings after the conquest is made of the whole island.

From Cabruto we know, though not officially, that for want of provisions colonel de la Torre embarked all the families, troops, artillery, and ammunitions, and proceeded with them to the island of Grenada. Thus the town of Guayana is in possession of Piar, with whom the Spanish troops had a severe engagement on the 16th July, in which the loss of the patriots is stated to amount to upwards of 500 men in killed only. The mule of Bolivar, with the saddle and bridle, was taken by a Spanish soldier, but the master of the animal could not be found; his friends are apprehensive of his having been killed by Piar, who a few days previous to that battle had 17 white officers shot, who belonged to his division. Sir Gregor did well to leave this companion, to whom the white colour is so offensive. You may infer from the preliminary conduct of Piar what may be his ultimate views; those who have been the advocates of this unfortunate revolution would be the first exposed to be sacrificed in it. Happily this country is very differently situated from what St. Domingo formerly was, therefore the same results cannot be, or rather need not be apprehended.

With regard to Mariño, he certainly was about 12 days ago at Cariaco, on his escape from Ximines, who drove him from Quiria and took possession of that place. Owing to a most unpardonable neglect of a Spanish officer, Cini, whom the governor of Cumana sent with 200 men in pursuit of Mariño, the latter was only 20 leagues distance from Cumana; the circumstance is as follows:

Cini, after two days march with his troops, was informed of Mariño being in the same vicinity, he therefore dispatched an officer with 35 men early in the morning, and promised to follow them as soon as the men had taken their breakfast; but in lieu of doing so, the place where he was quartered pleased him so much, that he and his officers took a bath, afterwards rested themselves, and took a comfortable nap. The reconnoitring party, about an hour and a half distance from their comrades, fell in with Mariño, and expecting the others to come closely up to them, began to fire. Mariño having about 400 men with him, could easily resist the fire of 35 only, and on the first return of shot killed eight of the regiment of Barbastro, in consequence of which the survivors took to their heels, and nothing was heard of them ever since, two only having returned to tell the tale. By a forced march the patriots proceeded, and would have found the Spanish officers and men asleep, had it not been for the centry, who perceiving a large number of armed men coming upon them, fired several times to awake the others. It was with difficulty that the sergeant could collect the men together whilst the officers were dressing themselves, and before they could form themselves in order of battle, the enemy were upon them and killed 62 on the spot; the remainder retired towards Cumana without being further molested by Mariño's troops. A few days afterwards they fell in with about 120 Spaniards, who drove them back beyond Cariaco, where they dispersed themselves among the mountains. Nothing further we know of them.

Saraza and Infante were seen near Chaquarama about 20 days ago. Luna and Quero with 200 cavalry and as many infantry, were sent from hence in pursuit of them; the governor of the Llanos, Don Juan Juiz, also joined the latter, and took the command; the well known prudence and activity of this officer, promise a favorable result to this expedition.

From this to Valencia, San Carlos, Barquisimeto, and Coro, all is quiet. The province of Varinas is also free from insurgents; the people are satisfied with their new governor brigadier Correa, who has formed two regiments of cavalry, which will be very useful for the reduction of Guayana.

Calzada is with 3000 men, mostly cavalry, at and near San Fernando de Apure, opposite to him is the insurgent chief Paez, with an equal number of troops, also cavalry; the high waters divide them, but in the course of a few weeks they will be able to commence hostilities.

Lieut. col. Gomez, with 1000 dragoons, is stationed near Calabozo and Nutrias.

The foregoing is a full and correct account of the military situation of these extensive provinces, wherfrom you may judge that there is no great danger.

This day it is reported that Piar ordered all the white people to be killed, amongst whom were Bolivar, Arismendi, and Bermudez, and that only a few had an opportunity of escaping

in a boat to Trinidad. I cannot vouch for the truth of it, although it is not improbable; I wish it was so, the British government would then open their eyes and remember that they have something to lose in the West Indies.

The present captain-general is well informed, and of very liberal ideas; he is decidedly of opinion, that strangers ought to be allowed to settle here, without regard to religion, provided they are not circumcised, for to them he bears some aversion. He desired me to write to Curacao and other islands to invite artists and planters to come and establish themselves in any part of the province they might choose; but a man of such enlightened principles, I am afraid, will have a short reign, therefore it would be dangerous to listen to his well-meaning invitations; had he been placed here instead of Moxó, the country would be quiet and flourishing.

Speaking of Moxó, I enclose you a few lines, which were sent him from hence by the packet to Porto Rico, where he has taken refuge, in consequence of a letter which he received of general Morillo, wherein he incautiously threatened to hang him in the market place of this city. Moxó being thus apprised of his excellency's intention did very right to make his escape, the Devil trust him—There is good cause for a rope around the neck.

I remain, Dear Sir, your's very truly.

Bolivar and Admiral Brion are said to have issued strict orders that none of their cruizers shall on any pretence enter any port or bay in the island of St. Domingo; and have given directions to bring in to Margarita the privateers Jupiter, Constantia, and Arismendi, which are accused of having committed some piratical acts.

The following is an account of produce made in the colonies of Demerary and Essequibo between the 1st January and 31st December, 1816:

Demerary, 19,784,313 lbs. sugar, 898,009 gallons rum, 11,081,206 lbs. coffee, 3,392,980 lbs. cotton.

Essequibo, 54,246,068 lbs. sugar, 1,058,886 gallons rum, 6,241,111 lbs. coffee, 425,532 lbs. cotton.

*The Tea Tree Naturalized.*—The Portuguese government having transmitted to Brazil some seeds of the tea-tree, have succeeded in naturalizing this plant at Rio Janeiro. It is cultivated at this moment with success by several Chinese, who have gone there for that purpose.

*Economical Recipe for Preserving Tea.*—Preserve your tea leaves until you have about a pound weight of them; then spread them out, exposed to the heat of the sun, or a gentle fire, until they become perfectly dry and crispy; pound them in a mortar until they are converted into a fine powder. A tea-spoon full of this powder, tied up in a rag, and put into a tea-pot, will make tea full equal in quality, flavour, and taste, to that produced by three tea-spoons full of the leaves when first used.

*The Army*—The effective strength of the British army at home and abroad, exclusive of artillery, on the 25th April, 1817, was as follows:—

Officers	-	-	-	-	7,623
Serjeants	-	-	-	-	8,816
Trumpeters or drummers	-	-	-	-	3,561
Ferriers	-	-	-	-	338
Rank and file	-	-	-	-	134,699

Total - - - - - 155,039

The total of the artillery was - 11,835

Making the grand total of the army - - - - - 166,874.

In the above statement the Cape of Good Hope regiment, the Ceytonese regiments, and blacks pioneers, are not included, as they are paid by the colonies in which they are serving. These troops consist of 201 officers, 239 serjeants, 86 drummers, and 3,854 rank and file.

Curacao, 27th August, 1817.

FOR LIVERPOOL.

The fast sailing coppered bottomed brig

SUGNAL,

Capt. RICHARD JONES,

has room for about 3 to 400 Bags of Coffee and excellent accommodation for Passengers, for either apply to the Capt. on board or at the Store of

O. M. DACOSTA.

VOOR DE CURAÇOSCHE COURANT.

Ter eere Zyner Majesteit's verjaar-dag gezongen op den 24sten Augustus 1817, in de familie-kring van een' ouden Vaderlandsche vriend.

Naar de wyze "God save the King."  
 God zegen Neerlands vorst  
 God zegen onzen vorst  
 God spaar den vorst!  
 Aartsvader Willem's kroost  
 Oranje's huis en kroost  
 Veel ramp getorst!  
 Blyv' tot der eeuwen loop  
 De liefde, steun, en hoop  
 Voor staats-recht en burger-trouw  
 Lang leev' de vorst!

Dat dus het Moederland  
 Het oude Moederland  
 Ons dierbaar zy;  
 Dat nimmer vreed geweld  
 O! nimmer wreed geweld  
 Haar ooit bestry!  
 Scheepvaart en handel groei  
 Vrede en eendragt bloei  
 Tot nut van het algemeen  
 Heil zy onz' land!

Ook hier te Curaçao  
 Steeds hier op Curaçao  
 Vreedzaam gerust.  
 In onz' beroep en kring  
 Stil in ons eigen kring  
 Pligten bewust.  
 Dat op deez' blyden dag  
 Elk zich verheugen mag  
 Met het juichend vaderland.  
 De koning leef'!  
 Driemaal, vivat de koning,  
 Vivat het Vaderland,  
 Vivat Curaçao

DE VLEYER.

Om wel te leven in dit leven,  
 Moet gy aan hem die U gebiedt,  
 Altoos gelyk in alles geven.  
 't Zy hy de waarheid zegt of niet:  
 Want zo gy hem gaat tegenspreken,  
 En beter onderrigten wilt,  
 Dan openbaard gy zyn gebreken,  
 En hebt uw gantsch fortuin verspild.  
 Dit kan ons zekren Felix leeren,  
 Hy diende een Heer van goeden staat,  
 Doch daar geen mensch mee konverkeren,  
 En by een ieder was gehaat:  
 Alleen kon Felix zich beroemen,  
 Dat hy zyn meesters gunst bezat,  
 Zich zyn vertrouweling mogt noemen,  
 En als een huisvriend wierd geschat:  
 Want met al zyn gediensstig streelen,  
 By zyn Patroon door eigenbaat,  
 Wist hy zyn rol zo wel te spelen,  
 Dat die hem maakte voor legaat,  
 Een huis en twintig koppen slaven,  
 Met nog een goede som aan geld;  
 't Geen hem toen Norskop was begraven,  
 Wierd uit den boedel toegelid;  
 Gevoegt by 't geen hy van te voren,  
 Verkregen had zo nu en dan;  
 Dat niet zo ligt is na te sporen,  
 Verrees hy schielyk tot een man.  
 Eens dat ik by hem was ten eeten,  
 Sprak hy, "Gy ziet, ik ben thans ryk  
 Dit komt om dat ik, moet gy weten,  
 Heer Norskop altoos gaf gelyk,  
 Wanneer wy by elkander zaten,  
 Sprak ik hem vleyend naar den mond,  
 Al zag ik klaar dat al zyn pratens,  
 Was redeloos en zonder grond.  
 Zo gy hier uw fortuin wilt maken,  
 Myn vriend, den moet gy 't zelfde doen,  
 Dan knnt gy tot een staat geraken,  
 Van eer, van aanzien en fatsoen.

PRUDENTIO.

FROM AMERICAN PAPERS.

CHARLESTON, MAY 8.

Most Important.—Last evening arrived at this port the schooner Patriot, captain Thompson, in 50 days from Buenos Ayres. By this arrival, we have received, from our attentive correspondent at that place, the Buenos Ayres Gazette to the 21 of March containing the official account of the capture of Chili, by the republican forces, and other particulars relative to the progress of the patriot armies. We have been favoured, by a commercial friend, with the following translations from our files, for which we return him our thanks.

TRANSLATED FOR THE BALTIMORE PATRIOT.

Buenos Ayres Gazette Extraordinary, Feb. 27.

Yesterday, at 3 P. M. Don Manuel Escalada arrived in this capital, bringing the royal stand-

ard which was captured at Chacabuco. It was presented to his excellency the supreme director, in the presence of many civil and military officers. At 6 it was deposited in the Citadel, serving as a trophy to the national colours. Salutes were fired on the occasion, accompanied with military music and the joyful acclamations of an immense concourse of people. The public gratitude rendered the homage of its admiration to the meritorious province of Cuyo and the illustrious heroes of the Andes. To them belongs immortal glory! San Martin—Fame will publish the encomium of your virtues; perhaps it may seem to exaggerate them; yet it can never cause them to be sufficiently appreciated.

Dispatch from Gen. San Martin to the Supreme Director.

Most excellent Sir—A division of 1800 men of the army of Chili has just been destroyed in the plains of Chacabuco, this afternoon, (12th February) by the army under my command—Six hundred prisoners, including 30 officers, 450 killed, and a standard, which I have the honor to transmit to you, are the result of this happy day, with more than 1000 stand of arms and 2 field pieces.

The pressure of time does not allow of my entering into details, which I will give you as soon as possible; in the mean while, I can not find expressions strong enough to do justice to the bravery of the troops; our loss does not amount to 100 men. Brigadier Generals Don Miguel Soler and Don Bernardo O'Higgins eminently distinguished themselves.

Head-Quarters, Chacabuco, 12th Feb. 1817.

JOSE DE SAN MARTIN.

To his Excellency,

To Supreme Director of the State.

Gen. San Martin to the Supreme Director.

Most Excellent Sir—The glorious day of Chacabuco has restored to Chili the enjoyment of its liberty. The remains of the enemy's army dispersed, are either joining ours in great numbers or falling into our hands as prisoners. The fugitive ex-governor Marco, not finding any vessels at Valparaiso, is endeavouring to escape to the south but he will be captured by the parties that are in pursuit of him. To day our army made its entry into this capital amidst the acclamations of the people; we have found in it an immense park of artillery.

JOSE DE SAN MARTIN.

February 14th, 1817.

Buenos Ayres March 1st.

CHILI.—On the 6th February the freemen of the capital of Chili assembled to choose a government, and elected Brigadier General Don Bernardo O'Higgins, with the title of Supreme Director. He has announced to the Supreme Director of these Provinces his appointment and the apprehension of his predecessors the tyrant Marco del Pont. Nothing more was wanting to crown the glory of the Chilian, and of the heroes of Chacabuco, than the capture of an insolent general, who boasted that he governed by the affections of the people whom he oppressed. Tyrants! such is the destiny that awaits you.

CHARLESTON, May 12.

FURTHER IMPORTANT PARTICULARS

FROM THE BALTIMORE PATRIOT.

Extract of a letter from a gentleman in Buenos Ayres to his friend in Baltimore.

Buenos Ayres, Feb. 28.—"In my last letter I informed you of the progress of General San Martin, who had advanced into Chili having passed the Cordilleras without opposition, at the head of an army of 5000 men. I have now to state, that we have received the account of an action having been fought between the Royalists and the troops of this province, which ended in the total defeat and destruction of the former. The express arrived in town accompanied by an officer, who brought the colors of the King's troops taken. There were 1000 killed, and 50 taken prisoners, with a General. The Buenos Ayreans have entered the capital, Santiago."

March 1.—"Chili is gone; it is in the hands of the Patriots, who have carried every thing before them. The last accounts state them to be in Coquimbo, and the Royalists flying in ever direction. San Martin writes with all confidence, and they apprehend no further resistance the people all being disposed for revolution. The cry now is for war with the Portuguese, and it is firmly believed by many that it will be declared immediately."

March 5.—"We have further accounts, General Marcon, the royal governor of Chili, with his suite, have been taken at Valparaiso,

on the point of embarking with two millions of dollars! The Patriots have possession of every port on the coast of Chili. That there will be a war with the Portuguese, I have no doubt. This government in retaliation of some acts of the Portuguese, at Montevideo have imprisoned all the merchants and others at this place."

South American Commerce—The importance of the trade of the South American provinces, should they fully achieve their independence, appears to be duly estimated by the English prints. It is by some of them considered sufficiently desirable to warrant the interference of the government of Great Britain in favour of the patriots, even at the sacrifice of all amicable relations.—If to the English, the value of South American commerce is of "a magnitude hardly to be calculated," how much more momentous would be its consequences with regard to the United States. How much more desirable, to us, the accomplishment of that great event, which would dispense its favors, and impart its benefits more particularly to this nation.

The London Star, in reviewing the situation, and remarking on the resources and advantages possessed by Great Britain, introduced the following on the subject of South America:

"As to the commerce which might be secured to this country with South America, we have always been of opinion that its value is of a magnitude hardly to be calculated. And we have on many occasions stated our opinion, without disguise, that we owe no debt of gratitude to Spain. Spain assisted in wresting our North American colonies from us; from the United States the flame of revolution reached France; this, by the rotation of the wheel reached South America—Britain invited and encouraged the South Americans to separate themselves from the dominions of the mother country; but at length she beat Bonaparte! This very man sent back, in his deep policy, the beloved Ferdinand, and we have been such fools as to do what he wished us to do—to give up our efforts for the emancipation of South America, and thus deprive ourselves of the means we possessed for retrieving the prosperity of our commerce. Miserable infatuation and folly! to sacrifice such benefits in favour of—the beloved Ferdinand! Would Spain have done so? Look at the American war. What nation upon earth would have done so except ourselves."

Balt. Patriot.

JAMAICA.

July 12.—The Esk lay at Carthagena for four days, but could not obtain any intelligence respecting the contending parties in South America; the strictest silence was observed on the subject, and it appeared as if all conversation relative to the affairs of the royalists and independents was prohibited. The troops which garrisoned the above city were very fine men indeed, and completely disciplined and accoutred.

To leeward of Grenada, about ten days ago, the Tobago was boarded by a privateer schooner, commanded by captain Brion, eight other vessels in company. On board of them were a number of women and children, and it appeared to capt. Christopherson as if an embarkation had taken place from some port late in the possession of the independents, as most of the people on board seemed in a very dejected and confused state.

His Excellency Lord Combermere, arrived at Barbados on the 3d June, landed that day, and was sworn in on the following as Governor, &c. &c.

Five bread bakers were yesterday brought before the magistrates with a quantity of the loaves exposed for sale by them, short of the weight prescribed by the Assize. In their defence they stated, they could not purchase flour at a rate sufficiently low to allow them to give 15 ounces to the seven pence half-penny loaf. They were each adjudged to pay a fine of £ 10.

American Flag.—After the 4th day of July inst. the American national flag will consist of thirteen stripes and twenty stars. This number is to be continued until other new states are admitted into the union; when a star is to be added for each new state. The thirteen stripes are to be permanent. There are now twenty states in the American union.

Gedrukt, en Saturdays 's Morgens uitgeven.  
 By WILLIAM LEE,

Drukker van Zyne Majesteit den Koning der Nederlanden.